

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE
ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

Abonnement : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
six mois, 14
un an, 25

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Archevêque, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIERE et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication de des annonces de MM. HAYAS LAFFITE BULLIERE et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX, 25 FÉVRIER 1869.

ERRATUM. — Une faute d'impression a été commise dans le texte de l'Adresse à l'Empereur publiée par le Journal de Roubaix du 24 février. A la deuxième page, deuxième colonne, neuvième ligne, au lieu de : « Malgré toutes nos réclamations, ces droits ont été abaissés de 10 % », il faut lire : « Malgré toutes nos réclamations ces droits ont été abaissés à 10 % etc. »

Bulletin politique.

La séance de mardi au Corps législatif a été en partie remplie par un discours de M. Thiers sur la situation financière de la ville de Paris. Ce discours est l'événement du jour. « Tout l'édifice des budgets fantastiques de M. Haussmann, dit le Journal de Paris, s'est écroulé, comme touché par un doigt magique. Toutes les merveilles de la transformation de Paris ont pâli sous le regard clair et perçant que leur a jeté l'illustre orateur comme une légende s'évanouit devant l'exacte critique d'un historien sans illusion, qui cherche et découvre la vérité. »

Il faut féliciter et remercier M. Thiers, ajoute le même journal, de tout ce qu'il a dit. Il ne faut le féliciter et le remercier de rien plus vivement que d'avoir ramené à ce qu'elle vaut cette théorie que la réédification de Paris est une œuvre démocratique ! Vous avez créé la cherté et vous appelez cela la démocratie ! Vous avez paré la cherté, chassé de Paris et relégué dans la banlieue tout ce qui vit du travail quotidien, et vous appelez cela la démocratie ! Vous vous êtes défilés de la démocratie ! Vous vous êtes défilés du suffrage universel, vous qui nous appelez au besoin des aristocrates, au point de ne lui laisser aucune part dans la gestion des affaires parisiennes, et vous appelez cela la démocratie ! Nous espérons que M. le préfet de la Seine, après cette élucidation péremptoire de sa démocratie qui a faite hier M. Thiers, renoncera à se présenter à nous comme le type du niveau accompli. Il ne nivelé que les moellons, et s'il élève quelque chose, par ce niveau maçonnique, ce n'est point la

condition morale et matérielle de la foule, c'est le prix des loyers et des subsistances. »

Les Cortès espagnoles ont consacré toute leur séance du mardi 23 février à la discussion de la proposition tendant à remercier le Gouvernement provisoire et à charger le maréchal Serrano de la direction du pouvoir exécutif. Il n'est pas douteux que la proposition passe à une forte majorité.

Le maréchal Lopez n'aurait pas abandonné la partie comme le donnoient à entendre les derniers télégrammes d'origine brésilienne. S'il fallait ajouter foi aux nouvelles qui nous parviennent du Paraguay, par le paquebot *Bourgeois*, de la Société générale des transports maritimes à vapeur, arrivé mardi à Gibraltar, Lopez concentrerait, au contraire, de nouvelles forces dans l'intérieur du pays ; il serait accompagné du représentant des Etats-Unis.

J. RENOUX.

Les charges militaires.

La question des charges militaires à appliquer aux fils d'étrangers nés en France approche d'une solution. On sait que chaque année, notre député M. Jules Brame présente à la commission du contingent, un amendement ayant pour but de demander que les fils d'étrangers soient, dès la deuxième génération, soumis à la loi du recrutement.

D'accord avec quelques-uns de ses collègues, M. Jules Brame a renouvelé pour la dixième fois son amendement, il y a quelques jours ; nous apprenons que sa persévérance opiniâtre a été couronnée par le succès. L'amendement a été admis par deux sections du Conseil d'Etat et il y a lieu d'espérer qu'il le sera prochainement par le Conseil d'Etat, toutes sections réunies.

Ce résultat est très-heureux pour les populations de notre contrée où abondent les étrangers ; nous verrons enfin disparaître cet étrange spectacle d'étrangers nés

en France, jouissant de tous les avantages de la France et ne pouvant être atteints par la loi du recrutement.

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, mercredi 24 février.

C'est dans le Journal officiel qu'il faut lire le compte rendu in extenso des débats du Corps législatif. Sans doute le compte rendu anal, que est rédigé avec le plus grand soin et une incontestable habileté, mais quand il s'agit de discours prononcés comme celui que M. Thiers a prononcé hier, une analyse ne peut être qu'imparfaite, et encore ses auteurs accomplissent de véritables tours de force.

Quant au Journal officiel du matin, il est en train de devenir journal du soir ; aujourd'hui il n'a paru qu'après midi.

Jamais boutique n'a aussi mal fonctionné que la boutique Wittersheim, et la province ne paraît pas mieux servie que la capitale. Le ministre d'Etat, dit-on, s'est ému des abus signalés de tous côtés ; mais il semble qu'il est impuissant à les faire disparaître.

Les discours de M. Gentur, placé entre ceux de M. Picard et de M. Thiers, a été jugé assez faible. M. Gentur a beaucoup de confiance en lui ; il a un grand aplomb, ce qui n'est pas précisément un défaut pour un orateur politique ; mais il faut que les audaces de la parole concordent avec la puissance de la dialectique et la solidité des arguments ; c'est encore plus nécessaire quand il s'agit de questions de chiffres. Sur ce terrain, M. Thiers est peut être le plus redoutable adversaire que le Gouvernement ait à combattre.

La séance d'hier nous en a donné une preuve ; aussi l'on annonce que dès le début de la séance d'aujourd'hui, c'est un ministre qui prendra la parole, soit M. de Forcade, soit M. Rouher. Je ne vous dirai pas pourtant que le discours de M. Thiers ait produit un immense effet sur la majorité ; il a été écouté avec plaisir, car M. Thiers est le premier causeur d'affaires de la Chambre ; mais on voit que la majorité, tout en blâmant certains procédés de l'administration de M. Haussmann, est résolue à absoudre le passé en échange de quelques engagements pour l'avenir. Ce qui a peut-être le plus frappé dans le discours de M. Thiers, c'est sa péroraison : puisque l'empire est basé sur le sufrage universel, pourquoi les Parisiens n'ont-ils

pas le droit de nommer les magistrats municipaux, si ce n'est que l'on se défie précisément du suffrage universel ?

La séance d'aujourd'hui promet d'être très intéressante, car on s'attend à une réplique incidente de M. Thiers, c'est-à-dire à une joute oratoire entre lui et l'un des ministres ; aussi longtemps avant l'arrivée des députés toutes les tribunes étaient comblées. M. Haussmann était hier dans la tribune du président, mais sur le dernier banc.

M. le général Changarnier qui ordinaire, ne manque jamais au discours de son ami M. Thiers, n'assistait pas à la séance d'hier.

L'importance de la discussion engagée en ce moment à la Chambre a fait ajourner toutes les autres questions de politique générale ou particulière. Aussi n'y aura-t-il pas avant quelques jours de demandes d'interpellations. On assure que le centre gauche veut poser cette question très-témérairement : Le Gouvernement maintiendra-t-il aux prochaines élections le système des candidatures officielles. D'après ce qu'on me dit, si l'interpellation vient en discussion, le Gouvernement, tout en maintenant le principe même des candidatures officielles, déclarera que, suivant les circonstances et les hommes, il saura se départir de la rigueur du principe, et le plus souvent sollicitera l'expression des vœux des populations. Dans ce fait, il n'y aura rien de changé aux pratiques actuelles.

L'affaire des chemins belges est considérée comme terminée, c'est-à-dire que le gouvernement paraît résolu à ne pas en faire une question diplomatique ; elle ne donnerait lieu à aucune note officielle et tout se réduirait à des entretiens de diplomates non destinés à la publicité. M. de La Guéronnière est arrivé hier à Paris et l'on dit qu'il a été reçu aujourd'hui par l'Empereur. Il est probable qu'il retournera immédiatement à Bruxelles de peur que son absence prolongée ne soit interprétée comme un commencement de rupture diplomatique.

Le *Moniteur universel*, qui, depuis qu'il n'est plus officiel, est peut-être le journal le mieux fait pour ne pas dire le plus intéressant de Paris, publie un remarquable article de M. J. Amigues, intitulé : « Le Rhin ». Il débute ainsi : « Il faudrait pourtant en finir avec les rotomontades de cette patrie de héros qui veut, à tout prix et à tous risques, donner à la France « ses frontières naturelles ». Le sens de cet article est qu'il ne faut pas

plus chercher à conquérir par la force la Belgique que les provinces rhénanes, et que nous devons les forcer de se donner un jour à nous par le spectacle de notre prospérité et le libéralisme de nos institutions.

On dit que le gouvernement prussien va enfin se décider à donner un successeur à M. de Goltz pour qui l'on a renoncé à tout espoir de guérison. Ce serait toujours M. de Werther qui deviendrait ambassadeur de la Confédération du Nord à Paris.

L'Indépendance belge annonce, sous toutes réserves, que M. de Bismarck a écrit récemment à l'Empereur une lettre qui aurait été remise en mains propres par M. de Solms. Cette lettre contiendrait les assurances les plus pacifiques et les sentiments les plus vifs de sympathie et d'admiration pour le souverain. L'Indépendance fait engagement de donner cette nouvelle avec des réserves.

Les nouvelles d'Espagne sont toujours favorables à la candidature de don de Montpensier, en dépit du *jamais* fulminé par le maréchal Prim contre les Bourbons. Il sera très-intéressant de comparer l'issue de la révolution espagnole avec celle de notre révolution de 1830, si elles ont toutes deux pour résultat l'intronisation d'un prince d'Orléans au détriment de la branche aînée de la maison de Bourbon, et il serait curieux que, comme Louis-Philippe I^{er}, Antoine I^{er} fut proclamé roi par une Chambre de députés.

Le portrait de M. Rouher publié par le journal le *Dix-Septembre* est fort critiqué. Il est signé d'un W ; mais il est assez facile d'y reconnaître la plume de M. Grenier. Il n'y a qu'un ancien professeur capable d'avoir écrit ce panegyrique spirituel toutes les règles de la composition classique. La flatterie est un peu comme les potions des homœopathes : elle doit être distribuée qu'à petites doses. Or, M. W... l'a prodiguée avec tant de largesse qu'il faut que la réputation de M. Rouher soit solidement bâtie pour y avoir résisté. On dit que la dernière phrase sur M. Rouher veillant aux écueils qui pourraient mettre en danger le vaisseau de l'Etat, n'a pas pu en haut lieu, et que les collègues de M. Rouher ne sont que médiocrement flattés des hyperboles du panegyriste. Trop de zèle, M. W. Si M. W... est M. Grenier, nous ne serions pas surpris, car l'ancien défenseur du roi de Hanovre a toujours été le plus maladroît des Normaliens journalistes.

Le *Moniteur universel* qui fait une opposition soutenue contre M. Rouher, consent à son adresse une petite perfidie

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

du 26 Février 1869.

— 5 —

MADemoiselle DE CHAVAS.

(Suite. — Voir le Journal de Roubaix du 23 février.)

Dans la même semaine, Mme de Chavas décida qu'il fallait s'exécuter ; et accomplir la rude corvée d'aller chez Mme Duferrier.

Le comte des Jardy, prévenu d'avance, devait s'y rendre aussi à la même heure. La visite se passa bien. La présence du vicomte émigré eut le don de mettre tout le monde à l'aise.

A son entrée au salon, Gabrielle avait jeté un rapide coup d'œil autour d'elle, et avait respiré plus librement quand elle avait été assurée que Mme Duferrier était seule ; mais elle tressaillait, et se troublait chaque fois que le plus léger bruit venait frapper son oreille.

Vous avez là un fort beau portrait, dit la marquise, qui saisissait tous les sujets propres à alimenter une conversation vide au fond de tout intérêt. Le portrait représentait un fort beau jeune homme, en effet.

— C'est mon fils, répliqua aussitôt Mme Duferrier avec un élan de vanité maternelle très légitime ; ce portrait m'a coûté horriblement d'argent, mais je ne regrette pas, car il est si ressemblant, c'est comme si on voyait mon Paul ! N'est-ce pas, Monsieur le comte ?

— Oui, absolument, c'est-à-dire non pas tout à fait. L'original vaut encore mieux que la copie. On peut le dire puisqu'il n'est pas là ; mais à propos, où est-il donc ? ne le verrons nous pas aujourd'hui ?

— Non ; il est venu me prévenir ce matin qu'il sortait pour toute la journée. Je ne serais pas étonnée qu'il ait redouté la visite de ces dames. Les visages nouveaux l'effroient. Il est rare qu'il veuille m'accompagner quand je vais dans le monde ; il est d'une sauvagerie désespérante. Au fait, puisqu'il n'est pas dans son atelier, venez le visiter, ajoutez-elle en entraînant la jeune fille, sans attendre son consentement.

Gabrielle ne vit pas grand-chose ce jour-là. Les toiles, les plâtres, les chevalités, les mannequins, lui semblaient enveloppés d'un brouillard opaque.

Elle tremblait de voir surgir tout à coup le possesseur de toutes les merveilles que M. Duferrier lui détaillait avec une loquacité fatigante.

Rentrée chez elle, Gabrielle n'y trouva pas le calme d'autrefois ; la jeune fille avait à lutter avec sa conscience qui lui reprochait de garder par devers elle une pensée secrète ; elle ne dit pas à sa mère que Paul Duferrier était son admirateur inconnu du Musée.

IX

Ce qu'avait prévu Gabrielle se réalisa : la bonhomie qu'apportait Mme Duferrier dans ses relations dissipa assez promptement l'antipathie de la marquise. Il y avait bien toujours, dans ses rapports d'intimité avec la bourgeoisie parvenue, une nuance marquée de condescendance ; mais on avait fini pourtant par se voir très-souvent.

Dans les premiers temps, Mme Duferrier était venue seule chez la marquise ; puis son fils l'y avait accompagnée. Il causait beaucoup avec Gabrielle. Enthousiastes tous les deux de Raphaël, leur mutuelle admiration semblait être le principal motif d'attraction qui les attirait l'un vers l'autre.

Et de fait, il eût été difficile de deviner que la plus légère velléité de sentiments pouvait se cacher derrière ces savantes dissertations sur l'art en général, sur les écoles, sur les types, les genres classiques et romantiques. Paul, une fois lancé sur ce terrain, s'animait, s'exaltait. Il avait en Gabrielle un auditeur très-attentif ; mais en l'écoutant elle paraissait uniquement absorbée par des préoccupations d'artiste.

Rien ne venait donc révéler à Mme de Chavas un danger dans cette intimité croissante.

Pourquoi alors s'y serait-elle opposée ? Gabrielle en était si franchement heureuse ! Sa jeunesse, servée brusquement de tous plaisirs, condamnée par une nécessité impérieuse à un travail forcé et continu, se dilatait si visiblement dans une atmosphère un peu plus gaie ! et

puis, son talent grandissait, se développait sous les conseils du jeune peintre. Mme Duferrier n'avait pas exagéré en vantant le talent de son fils. Il avait beaucoup voyagé, était allé puisé l'inspiration en Italie et en Allemagne. Il savait raconter avec un charme infini ce qu'il avait vu, ses impressions de touriste.

Artiste dans l'âme, il adorait la nature, mais son culte exclusif était pour la peinture et tout ce qui s'y rattache.

Bientôt il ne se passa plus une seule soirée sans que Paul vint faire une visite à ses voisins.

Son empressement pouvait s'expliquer de la manière la plus naturelle. Il avait chaque fois un prétexte très-plausible pour motiver sa venue.

C'était, ou pour apporter à Gabrielle un tableau dont elle avait besoin comme modèle, ou pour lui proposer quelques commandes importantes. En rapport habituel avec de riches parvenus, fiers de ce poser en mécène, il avait réussi facilement à procurer à Mlle de Chavas du travail mieux rétribué que celui de colorier des images.

La marquise continuait à vivre dans la plus parfaite sécurité. Le fils de Mme Duferrier ne lui semblait pas pouvoir être dangereux au repos de Gabrielle. La différence de rang était à ses yeux une sauvegarde suffisante.

Sa fille se trouvait à l'abri derrière cette barrière infranchissable.

Malgré elle, en dépit de sa politesse raffinée, y avait-il dans ses manières vis-à-vis du jeune peintre quelque chose qui pût trahir cette arrière-pensée ? Il est permis de le supposer.

X

Plineurs mois se passèrent ainsi sans grands changements.

Mme Duferrier s'était absentée pour faire un voyage d'agrément. Il avait d'abord été convenu que son fils l'accompagnerait, puis au moment du départ il avait changé d'avis, et était resté à Paris : une affaire très-importante le retenait, avait-il dit, pour expliquer ce que sa mère appelait un caprice.

Paul continuait donc à venir assidûment chez la marquise, mais il semblait tout préoccupé. Il causait à peine. La façon distrait dont il répondait à Gabrielle, quand timidement elle réclamait de lui un conseil, était presque blessante.

« Je l'ennuie, peut-être pensait la pauvre fille, qui sentait de grosses larmes s'amasser sous ses paupières. Mais non ; car si cela était, pourquoi viendrait-il ? Il doit avoir du chagrin, bien sûr. Pourquoi ne nous le confie-t-il pas ? »

Le comte des Jardy avait, lui aussi, des airs mystérieux, mais ils passaient inaperçus aux yeux de Gabrielle. Le vicomte laissait bien entendre qu'il savait des choses extraordinaires ; la jeune fille restait impassible et indifférente.

— Ah ! aujourd'hui, j'ai une grande nouvelle à annoncer, dit-il un jour en entrant.

— Bah ! vraiment ! quel donc ? La France a-t-elle changé de maîtres ? demanda la marquise en souriant. Il ne faudrait rien moins que cela pour expliquer votre air tragico-sénel.